

Communiqué unitaire sur la manifestation nationale pour la Palestine (Berne, 11 octobre 2025)

Ayant constaté un traitement médiatique biaisé de la manifestation à Berne du 11 octobre, nous souhaitons, à travers ce communiqué, rétablir notre version des faits. Nous voulons ainsi faire respecter le droit démocratique de la population civile à une information factuelle incluant les témoignages des manifestant·es. Nous constatons également que certaines informations relayées par les médias, notamment la RTS, ne reflètent pas la réalité des faits, d'autres ayant été omises volontairement. Par exemple, alors que la RTS annonce "au moins 2 manifestant·es" blessé·es, nous en comptons à l'heure actuelle au moins 256.

Le discours policier est repris par les médias sans aucune distance critique. Tout est fait pour évacuer la substance du discours politique tenu par les manifestant·es, qui sont accusé·es d'antisémitisme sans aucune preuve à l'appui. Nous dénonçons ces grossiers raccourcis entre antisémitisme et antisionisme. Nous dénonçons aussi le focus médiatique accordé aux dommages matériels, utilisés pour justifier la violence démesurée de la police et le recours illégal à la nasse, et mettre sous silence le génocide. Notre solidarité avec le peuple palestinien et notre détermination à faire cesser la complicité meurtrière de la Suisse sont plus fortes que jamais !

Récit des faits

Samedi 11 octobre 2025, plusieurs organisations citoyennes et politiques ont appelé à manifester dans les rues de Berne pour la fin du génocide en cours à Gaza, contre la complicité de la Suisse et en soutien au peuple palestinien et à la lutte pour son autodétermination.

Le cortège, réunissant plus de 10'000 personnes a entamé sa marche aux alentours de 15h30, en direction de la Place fédérale. La police bernoise, assistée de nombreux corps de police extra-cantonaux, y avait déployé un important dispositif, bloquant ainsi la place et les rues alentour.

Alors que le cortège tente d'emprunter la rue d'Amthausgasse, la police dresse des grilles anti-émeute, use de tout son arsenal (canon à eau, spray au poivre, gaz lacrymogène) et tire des balles en plomb recouvertes de caoutchouc à bout portant sur le haut du corps des manifestant·es. Sur la Place fédérale, la police bloque le cortège et lui demande de retourner en direction de la gare. La manifestation emprunte alors une rue parallèle, afin que l'ensemble du cortège puisse décongestionner la place et la rue du marché. Cependant, alors qu'une partie des manifestant·es se déplace en direction de la gare, la police déploie à nouveau une brutalité sans commune mesure. D'un côté, un canon à eau est utilisé, et de l'autre, spray au poivre et coups de matraques pleuvent indistinctement sur le cortège, causant de nombreuses blessures et la séparation de la manifestation en deux, dont une partie est nassée par la police. Il est alors environ 17h et la nasse ne s'achèvera qu'aux environs de 5h du matin, le 12 octobre.

Durant ces 12h, les personnes enfermées au croisement des rues Gurtengasse et Schuplatzgasse ont été privées de leurs droits fondamentaux et n'ont reçu aucune information sur la situation. Malgré de nombreuses demandes, aucun accès à des toilettes n'a été accordé (plusieurs personnes ont été aspergées de spray au poivre alors qu'elles urinaient derrière une barrière de chantier) et aucune nourriture n'a été distribuée. Tard dans la nuit, quelques bouteilles d'eau ont été distribuées, en nombre largement insuffisant pour les centaines de personnes retenues. Le froid (7° C) a mené des personnes à l'hypothermie, mais malgré les demandes répétées de couvertures, rien n'a été distribué par les policiers, qui semblaient s'amuser de la situation, conseillant aux manifestant·es de se resserrer les un·es contre les autres pour se réchauffer. À plusieurs reprises, la police a fait usage de spray au poivre contre des manifestant·es au sein de la nasse, créant des mouvements de panique – et des coups de matraque pleuvaient là où la foule tentait de se déplacer.

Au total, environ 550 personnes ont été arrêtées et conduites au poste de police de la ville de Berne, par groupes de six, des heures durant jusqu'aux alentours de 6h du matin.

Nous constatons ainsi le recours des autorités à la punition collective et à des mesures disproportionnées d'intimidation, contraires au droit de manifester et à la liberté de rassemblement et d'expression. Les témoignages des personnes arrêtées et détenues indiquent qu'au vu de l'ampleur des forces de police mobilisées, la durée de la procédure et les locaux utilisés, les autorités avaient prévu en amont des arrestations massives.

Contexte répressif en Suisse

Ces violences policières font système en Suisse. Les nombreux cas de violences à caractère raciste et les scandales liés à des groupes de discussions suprémacistes entre policiers à Lausanne s'ancrent dans un contexte national. Les manifestations en soutien à la Palestine ont quant à elles subi de nombreuses interdictions arbitraires, des contrôles abusifs, des nasses et des arrestations longues et humiliantes, comme à Bâle lors de l'Eurovision ou à Berne ce week-end. De plus, la police utilise ses armes en toute impunité pour bloquer les manifestations et blesser les manifestant·es, comme ça a été le cas à Genève le 2 octobre. On le voit : l'usage de la violence par la police en Suisse se banalise et devient de plus en plus systématique.

Constamment, le refrain des autorités est le même – repris automatiquement par les médias : si la manifestation n'est pas autorisée, alors la violence de la police serait légitime. Pourtant, comme le dit Amnesty Suisse dans son communiqué, au niveau du droit international, "une manifestation non autorisée n'est pas automatiquement interdite. Les manifestations pacifiques sont protégées par la liberté d'expression et la liberté de réunion". Ainsi, le fait de devoir demander l'autorisation de manifester (régime en vigueur en Suisse) est déjà une restriction grave du droit de manifester. La Cour européenne des droits de l'Homme encourage par exemple plutôt un régime d'annonce de manifestation, et non de demande.

De même, la présence d'un "black bloc" en tête de cortège ne justifie aucunement les violences policières ou les arrestations massives. Enfin, la violence dirigée contre les institutions activement complices du génocide est infiniment moindre que la violence engendrée par ces dernières. Taguer UBS ou briser ses vitrines n'est strictement rien face aux milliers de personnes tuées et mutilées en Palestine, actes permis en partie par les investissements de cette banque. La rage et la tristesse qui mènent à ces violences trouvent leurs racines dans deux années de génocide et plus de septante ans de colonisation et d'occupation illégale des territoires palestiniens par l'entité sioniste.

Les autorités suisses ont montré leur intolérance croissante face à toutes les formes de manifestations de soutien envers le peuple palestinien depuis deux ans. Par ses actions, la police s'illustre dans son rôle historique de défense de la bourgeoisie et protège les intérêts internationaux de celle-ci qui passent par la colonisation de la Palestine.

Nos revendications

Au vu de la collaboration totale de la Suisse et de la plupart de ses institutions et entreprises avec l'entité sioniste ;

Au vu du refus de la Suisse de défendre l'application du droit international ;

Au vu du contexte répressif entourant le droit de manifester et les actions de solidarité avec le peuple palestinien ;

Nous, collectifs, associations, partis politiques et mouvements :

- exigeons une protection rigoureuse du droit de manifester
- exigeons une enquête immédiate, indépendante et impartiale sur les agissements de la police lors de la manifestation du 11 octobre

- exigeons une politique active de la Suisse pour la défense d'un cessez-le-feu permanent en Palestine, des sanctions économiques et académiques et un embargo militaire total contre l'entité sioniste jusqu'au démantèlement de son apartheid, des actions concrètes pour le déploiement inconditionnel du droit humanitaire et le contrôle de son application, la décolonisation de la Palestine et le droit au retour des réfugié·es palestinien·nes de la Nakba, la traduction en justice des génocidaires et criminels de guerre.
- affirmons que tant qu'aucune mesure concrète ne sera prise pour satisfaire nos revendications et que l'État ou les entreprises suisses ne mettront pas fin à leur complicité dans le génocide, l'intensification de notre mouvement se poursuivra.

Signataires

BDS Neuchâtel
 BDS Lausanne
 solidaritéS
 CS-POP Jura
 Jura Palestine
 POP Vaud
 J POP Neuch
 CEP Unige
 Students for Palestine Zurich
 Students for Palestine Bern
 Lucerne for Palestine
 hslu4pal
 CEP EPFL
 Camp Unil Palestine
 Lausanne-Palestine
 ASAP
 Sud Global
 Collectif Urgence Palestine Vaud
 Valais Palestine
 Foulards Violets
 Faites des Vagues
 Piraterie Antifasciste Genève
 Handala - Genève
 Le Silure
 Contre-Attaque & Autonomie
 Fédération Suisse Palestine
 Soignantexs for Palestine
 Soulèvements de la Terre - Genève
 Collectif Urgence Palestine - Genève
 PST-POP / PdAS
 Basel for Palestine
 Pal_action_swiss
 Marad
 Grève féministe Vaud
 Palestine Comittee Zurich
 Basel for Palestine
 Genève Palestine
 Association Yaffa